

SpotlightMag

Magazine d'informations du Programme de l'Initiative Spotlight au Mali

N°002 Juillet—Aout—Septembre 2020



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Briser le silence autour des violences sexuelles au Mali



mali.un.org



@GlobalSpotlight



ONU au Mali



Edito

Mbaranga Gasarabwe

DES PROGRÈS MALGRÉ COVID-19

Comme vous le savez, le Programme de l'Initiative Spotlight a été officiellement lancé au Mali le 5 décembre 2019. Depuis, plusieurs activités ont été réalisées par différents acteurs.

Parmi ces activités, nous pouvons citer les formations auprès du public cible et des acteurs qui représenteront le programme dans les localités des 4 régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako ciblées par le programme. Nous avons aussi équipé les "ONE STOP CENTER", ces centres de prise en charge holistique des cas de VBG.

Enfin, une autre des réalisations phares du Programme a été le lancement d'une campagne de sensibilisation contre les risques d'augmentation

des violences faites aux femmes et aux filles en cette période de COVID-19. D'ailleurs, plus qu'une campagne, c'était une grande occasion de rassembler différents acteurs pour dénoncer ces violences et autres pratiques néfastes. Nous remercions les principaux acteurs qui nous ont prêté leur voix à la cause incluant les leaders religieux des différentes confessions, les artistes, les leaders des organisations de la société civile ainsi que M. l'ambassadeur de la Délégation de l'Union Européenne au Mali.

Et nous saluons fortement leur engagement et aussi celui que chaque homme et chaque femme partout au Mali peut prendre pour mettre fin à toutes les formes de violences à l'endroit des femmes et des filles.

**« NOUS VOULONS DÉFENDRE
L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES FEMMES
ET DES FILLES », BART OUVRY,
AMBASSADEUR DE L'UNION
EUROPÉENNE AU MALI**



Aujourd'hui, la violence à l'égard des femmes et des filles constitue l'une des violations des droits humains les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde. Les contraintes liées à la pandémie de coronavirus n'arrangent pas la situation, car avec le confinement dans certains pays, le taux des violences faites aux femmes et aux filles a explosé.

Au Mali, bien que le pays ne soit pas confiné, les centres de prise en charge holistique des survivant(e)s des violences basées sur le genre appelés « *One Stop Centre* », ont constaté une nette augmentation des cas depuis l'arrivée du virus de la COVID-19 dans le pays.

Comme mesure d'atténuation, le programme de l'Initiative Spotlight, avec son bailleur, l'Union Européenne, a entrepris plusieurs campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux, les radios et les télévisions. En plus de Bamako, les campagnes ont aussi concerné les régions de mise œuvre du programme : Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, cela pendant trois mois à compter d'avril.

Dans son message de sensibilisation, **M. Bart Ouvry** a rappelé l'importance de préserver et protéger l'intégrité physique des femmes. « *Nous voulons défendre l'intégrité physique des femmes et des filles, a lancé M. Ouvry, car gérer la pandémie de la COVID-19, c'est aussi gérer ses conséquences sociales comme la flambée des cas de VGB* ».

M. Ouvry n'a pas manqué de rappeler le contexte culturel du Mali où les femmes jouent un rôle important dans les foyers en aidant les hommes dans les travaux champêtres ou en tenant de petits commerces utiles à l'équilibre financier du foyer. Pour lui, il faut donc valoriser la femme pour qu'elle puisse continuer à remplir valablement ce rôle. « *Si nous voulons que nos mamans et nos filles jouent leur rôle dans notre société, nous leur devons du respect* », a conclu **M. Ouvry**.

Il faut rappeler que l'Initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles d'ici 2030.

Lancés avec un financement initial de 500 millions d'euros de l'Union européenne, l'initiative Spotlight représente un effort mondial sans précédent visant à investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, condition préalable et moteur de la réalisation des objectifs de développement durable.



BRISER LE SILENCE AUTOUR DES VIOLENCES SEXUELLES AU MALI

*Lorsque la fille de Djénéba *, âgée de 6 ans, lui a dit qu'elle avait été agressée sexuellement par son oncle, Djénéba était bouleversée. En tant que mère, elle voulait protéger son enfant et voir son beau-frère traduit en justice, mais elle a également subi des pressions de sa famille pour qu'elle ne se prononce pas. Ils considéraient la question comme une affaire de famille et souhaitaient éviter toute stigmatisation pouvant résulter du dépôt d'une plainte auprès des autorités compétentes.*

« La famille voulait gérer la situation en interne mais j'ai décidé de contacter le One-stop Centre qui un service de prise en charge des cas de violences faites aux femmes et aux filles », raconte Djénéba. Les One-stop Centre offrent une assistance intégrée aux femmes et aux filles victimes de violence en leur donnant accès à un soutien médical, psychosocial et juridique en un seul endroit. Ici, Djénéba et sa fille ont signalé le cas à la police et ont pu obtenir les soins immédiats dont elles avaient besoin.

« Aujourd'hui, ma fille va mieux physiquement et elle est surveillée psychologiquement », explique

Djénéba. « Je demande à tout le monde, surtout en cette période de coronavirus, de ne pas laisser vos enfants sans surveillance », dit-elle. « Mon enfant a été violée dans ma propre maison. »

Grâce à la volonté de Djénéba de s'exprimer, l'auteur présumé a été arrêté par la police et l'affaire suit son cours. Ils ont été soutenus tout au long du processus judiciaire par un avocat spécialisé dans la violence sexiste. Bien qu'il ait été difficile de se manifester, Djénéba espère qu'ils montreront aux autres survivants de la violence que la justice est possible.

Protéger les femmes et les filles à tous les niveaux

Au Mali, plus de 35% des femmes et des filles subissent des violences sexuelles et / ou intimes au cours de leur vie. 50% des femmes sont mariées alors qu'elles sont encore des enfants.

L'initiative Spotlight soutient les survivantes de violence dans 10 centres One-stop Centre à travers le pays, tout en s'efforçant de mettre fin aux pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants par le biais de la sensibilisation communautaire. En 2019, plus de 480 000 personnes au Mali ont été sensibilisées à la question de la violence basée sur le genre.

En plus de fournir des services de qualité aux victimes de violences, l'Initiative Spotlight travaille dans les régions prioritaires de Kayes, Koulikoro,

Sikasso, Ségou et du district de Bamako pour renforcer les cadres juridiques et les institutions qui protègent les victimes. En 2019, 305 communautés ont été équipées d'un système de référence pour dénoncer les violences. Cela signifie que lorsque des autorités telles que les chefs de communauté, les agents de santé, les policiers et les directeurs d'école apprennent que des violences ont lieu, elles ont un ensemble de procédures établies de signalement à suivre.

En travaillant avec le gouvernement, les leaders communautaires, les décideurs et la communauté, il est possible de mettre fin à l'impunité pour les auteurs de violences et de garantir que des filles comme la fille de Djénéba puissent vivre une vie sans violence.

* Le nom a été changé pour protéger la vie privée du survivant





« ALLEZ VOIR MON PÈRE: ILS ONT L'INTENTION DE ME DONNER EN MARIAGE »

Le mariage d'enfants est encore courant dans tout le Mali, mais des leaders communautaires déterminés font valoir les droits des filles.

Tenin*, 15 ans, se souvient encore du jour, deux ans plus tôt, où elle avait levé la main en classe. D'une voix douce et claire, elle a dit à son professeur et ses camarades de classe : « Allez voir mon père : ils ont l'intention de me donner en mariage. » Dans un pays où près de la moitié des filles sont mariées avant leur dix-huitième anniversaire, ce fut un acte courageux de légitime défense.

C'était du courage fondé sur le savoir. Les élèves de la ville de Kemeni, à Ségou, avaient entendu dire que certains adultes les soutiendraient. Tenin avait entendu dire que le directeur de l'école ne soutenait pas le mariage d'enfants. L'école se situe dans le centre-ville, une demi-douzaine de salles de classe, de chaque côté des terrains de jeux, avec la maison du directeur juste à côté.

Tenin vient d'un petit village de seulement deux familles d'agriculteurs hors de Kemeni. Un jour, elle a entendu sa mère discuter d'arrangements de mariage. Malgré son choc, elle était restée silencieuse, ne laissant paraître aucun signe de savoir ce qui se passe jusqu'à ce qu'elle soit à l'école.

Elle estimait que là-bas, de l'aide viendrait si elle le demandait. « Je ne voulais pas me marier », explique-t-elle. « Je voulais continuer à aller à l'école. »

Ce soir-là, le directeur de l'école s'est immédiatement rendu avec Tenin chez sa famille. Tenin avait peur, mais sa bravoure a payé. Grâce à une explication des risques liés au mariage précoce, les parents de Tenin ont changé d'avis. Lorsqu'ils ont réalisé que cela pouvait nuire à leur fille et que les anciens du village soutiendraient leur changement d'avis, le mariage a été annulé.

Il est courant pour les parents au Mali de croire qu'un mariage précoce est le meilleur moyen d'assurer l'avenir de leur fille. Un mariage précoce est perçu comme empêchant une grossesse hors mariage, garantissant à une fille une place sûre dans la société et permettant la naissance de nombreux enfants. Socialement, culturellement et financièrement, cela peut être considéré comme un signe de bonne parentalité lorsqu'on organise un mariage précoce pour sa fille. Le mariage s'accompagne également de la promesse d'une dot, qui peut être une considération supplémentaire pour des familles particulièrement vulnérables.

Mais malgré le poids des normes culturelles et sociales, lorsque les parents de Tenin ont compris qu'il existait des conséquences négatives sur la santé, liées au mariage précoce et à la grossesse précoce, ils ont changé d'avis. Si l'école était vraiment la meilleure option pour sa fille, à l'école elle restera.

Le mariage précoce peut gravement affecter la santé mentale et physique des filles, et les adolescentes présentent des complications accrues lors de l'accouchement et pendant la grossesse. Les filles mariées abandonnent presque automatiquement l'école pour assumer de nouvelles responsabilités à la maison et s'occuper des travaux domestiques, et sont généralement séparées de leur famille, de leurs amis et de leur communauté. Leur potentiel est écourté.

Mais Tenin n'était ni la première ni la dernière fille à élever la voix. En effet, dans sa propre école, c'est presque devenu un événement de routine. Dans une salle de classe à proximité, une deuxième fille, Awa * avait fait de même.

Pour Awa, le chemin n'était pas aussi droit ou rapide que celui de Tenin. La femme de son frère, qui était devenue son amie intime, lui avait dit en secret qu'un mariage était en train d'être préparé.

« Ta mère est en train de parler d'un projet de mariage te concernant », a-t-elle dit. « Mais tu es très jeune, alors fais attention. Le mariage n'est pas pour les enfants. »

Plus audacieuse que Tenin, la première étape d'Awa a été de parler directement à son père, lui disant qu'elle

voulait rester à l'école. Quand il n'a pas changé d'avis, elle est allée demander de l'aide au directeur de l'école. Mais le directeur n'a pas non plus pu pousser son père à changer d'avis. Alors, le directeur s'est rendu auprès du comité du village pour la prévention du mariage précoce.

Les comités de prévention du mariage précoces, appuyés par l'UNICEF, sont composés de leaders communautaires, éducatifs, religieux, de femmes, de jeunes et de personnes âgées, et leurs opinions ont du poids. Les comités, qui se focalisent sur le mariage précoce mais aussi sur les mutilations génitales féminines (MGF), font partie d'une stratégie à long terme pour intégrer le changement dans les communautés. Les aînés et les dirigeants communautaires reçoivent une formation sur les avantages de mettre fin au mariage d'enfants et de veiller à ce que les filles soient éduquées, en bonne santé et puissent contribuer positivement dans leur famille et dans leur communauté à l'âge adulte. Armés de preuves et d'informations, les membres du comité utilisent leurs positions pour convaincre les autres.

À Kemeni, le comité est allé voir le père d'Awa. Le chef religieux local a expliqué que le mariage précoce n'était pas requis par l'islam, le directeur de l'école a expliqué les avantages qu'a la famille en éduquant des filles, le chef du village a montré comment la communauté en bénéficierait, tous ont expliqué comment un mariage à l'âge adulte peut assurer une meilleure santé pour les femmes et leurs enfants plus tard. Convaincu, le père d'Awa a finalement accepté et le mariage a été annulé.

**Certains noms ont été changés.*





« Ta mère parle d'un projet de mariage te concernant, mais tu es très jeune, alors fais attention. Le mariage n'est pas pour les enfants »

Awa

« Je ne voulais pas me marier. Je voulais continuer à aller à l'école »

Tenin





« NOUS CROYONS QU'UN JOUR, LE MARIAGE PRÉCOCE SERA COMPLÈTEMENT ABANDONNÉ DANS NOTRE COMMUNAUTÉ »

Les comités de prévention du mariage précoces, appuyés par l'UNICEF, sont composés de leaders communautaires, éducatifs, religieux, de femmes, de jeunes et de personnes âgées, et leurs opinions ont du poids. Les comités, qui se focalisent sur le mariage précoce mais aussi sur les mutilations génitales féminines (MGF), font partie d'une stratégie à long terme pour intégrer le changement dans les communautés.

À Kemeni, Birama Ouologuem est le président du comité. « Nous travaillons dur sur la sensibilisation aux pratiques néfastes », explique-t-il. « Mais le changement de comportement prend beaucoup de temps. Grâce à l'implication du chef de village, des dirigeants du village, des chefs traditionnels et des chefs religieux, nous pensons qu'un jour, le mariage précoce sera complètement abandonné dans notre communauté. Cela crée beaucoup de problèmes de santé pour les femmes et les filles ici. »

Le soutien public des dirigeants communautaires pour retarder le mariage donne à de nombreux parents une option qu'ils n'auront peut-être pas envisagée, donnant aux parents réticents le soutien public de ceux qui soutiennent le cœur culturel et spirituel de la communauté.

L'Initiative Spotlight, une nouvelle initiative multinationale, s'appuiera sur le travail de longue date de l'UNICEF sur les droits des filles au Mali en élargissant considérablement l'engagement communautaire pour changer les attitudes et les comportements concernant le mariage d'enfants. Partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, l'initiative vise à améliorer la protection des filles en transformant les normes et les croyances sociales en travaillant avec les communautés et les mouvements de femmes et de jeunes et en améliorant la législation, services et accès à des informations vitales. Au Mali, l'Initiative Spotlight est mise en œuvre par l'UNICEF, l'UNFPA, ONU Femmes, le HCR et le PNUD.



COVID-19 ET VIOLENCES CONJUGALES

Au Mali, une cinquantaine de cas de violences ont été recensés au Centre de prise en charge holistique des survivantes des VBG, le One Stop Center de Bamako.

Au Mali, une cinquantaine de cas de violences ont été recensés au Centre de prise en charge holistique des survivantes des VBG, le One Stop Center de Bamako, de mars à avril 2020.

Une des survivantes a accepté de raconter son histoire dans le respect des règles de confidentialité. Ni son nom ni son quartier ne sont mentionnés dans son récit ci-dessous.

« J'ai 38 ans et mère de cinq enfants. J'ai été mariée à l'âge de 13 ans. Je suis la première épouse de mon mari qui est un commerçant de profession. Les premières années de mon mariage furent sans incidence, j'étais une femme

choyée, et pour mes enfants, il était un père formidable.

Je pus affirmer honnêtement que ce sont ces cinq dernières années que ma vie de rêve est devenue subitement un cauchemar.

Mon époux changea systématiquement de caractère. D'époux aimant et père attentionné, il devint un homme violent, exigeant envers moi et mes enfants.

Notre vie quotidienne est devenue un enfer, avec des violences à répétition, des coups qui pleuvent par ci par là.

Mon calvaire s'est aggravé lorsque que mon mari, voulut se remarier. Il me demanda de ce fait de quitter ma maison pour laisser la place à sa 2ème épouse..

Face à mon refus, que je trouve légitime, il se mit à me battre, au point de perdre une grossesse de deux mois.

Lasse de ces violences à répétition, je pris la décision de porter plainte à la police, mon mari fût interpellé et placé en garde à vue. L'affaire a été portée devant le tribunal de notre commune.

Entre temps, une connaissance m'a informée de me rendre au centre de prise en charge des femmes survivantes de vio-

lences sis au Centre de santé de référence de la commune V.

Je me suis rendue, accompagné de mes enfants, victimes des coups de leur père. Nous avons reçu au centre des soins médicaux ».

Après son audition et avec son accord, le One Stop Center a commis une avocate pour suivre mon dossier au tribunal, le processus suit son cours ».

Depuis l'apparition des 1er cas de Covid-19 au Mali, le One Stop Center de Bamako a enregistré en Mars 2020, 29 cas de VBG avec des agressions physiques qui ont représenté 48,00% contre 7,00% d'agressions sexuelles et viol.

En Avril 2020, le centre de prise en charge des survivantes de VBG, a enregistré 20 cas, avec





« MAINTENANT, JE N'EXCISE PLUS MES ENFANTS »

Au Mali, un film amène les parents à reconsidérer les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants quand ils apprennent les conséquences néfastes qu'encourent leurs filles.

Assan* et sa mère font partie d'une génération de changement. Assan, 15 ans, et sa sœur aînée ont été excisées étant enfants, mais aucune de leurs sœurs cadettes ne l'a été, sous l'insistance de leur mère. Non seulement cela : inspirée par son savoir et l'expérience, sa mère vise à persuader sa communauté d'arrêter la pratique aussi.

Tout au long de son enfance, Assan a eu des problèmes de santé, entravant sa capacité de bouger et lui causant une douleur intense. Sa mère a cherché des réponses, mais personne ne semblait les avoir : aucun expert en santé n'avait la moindre idée de ce qui n'allait pas. Jusqu'à ce qu'un film soit projeté dans son quartier à Sikasso, au sud du Mali.

Le film décrivait les conséquences de l'excision sur la santé des filles. Les risques sur la santé associés à l'excision sont considérables et durables. Au Mali, la pratique des MGF est généralisée : 83% des femmes et des filles âgées entre 15 et 49 ans ont subi la pratique.

Les façons dont les mutilations sont effectuées peuvent entraîner des complications : 96% des excisions sont effectuées par les tradipraticiens à l'aide des lames basiques et sans anesthésie. Les jeunes filles peuvent saigner jusqu'à ce que la mort s'en suive, l'accouchement est plus dangereux à cause des hémorragies et les excisions restent souvent sujettes aux infections.

Le souvenir de l'excision seul peut causer des dommages et ces problèmes de confiance et de douleur sont rarement, sinon jamais, discutés ouvertement.

Cela n'aide pas que le sujet soit considéré comme tabou, donc ceux qui sont les plus touchés ne discutent ni de ses conséquences physiques ni psychologiques.

Transformer la situation est un défi, car la pratique est profondément enracinée dans les normes culturelles et sociales. Plus de 85% des femmes et des filles au Mali pensent que les MGF devraient se poursuivre, mais les raisons communément évoquées sont basées sur les conséquences sociales de ne pas les pratiquer, plutôt que sur une croyance en ses avantages. Une femme qui n'est pas excisée est considérée comme impure et insalubre. Elle aura du mal à se marier et sera socialement exclue. Beaucoup croient également que c'est une exigence de l'islam.

Comme d'autres, la mère d'Assan est allée voir le film par curiosité et a été choquée de découvrir que l'excision pouvait avoir de graves conséquences sur la santé. Elle est retournée voir le film à plusieurs reprises, allant même jusqu'à d'autres quartiers de la ville pour le voir, amenant sa sœur et ses amis.

« Après avoir vu les conséquences, j'ai vraiment peur d'exciser et maintenant je n'excise plus mes enfants. » Grâce au film, Assan a été la dernière de ses filles à être excisée. Se rendant compte que l'excision pourrait être la cause des problèmes de santé de son enfant, elle s'est rendue à la Direction régionale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille qui, comprenant les raisons, a finalement pu orienter Assan vers les services médicaux dont elle avait besoin.

Ce n'était pas juste l'excision que la mère d'Assan a arrêtée. Se servant des informations qu'elle avait apprises du film, elle a réussi à persuader son mari, contre l'avis de ses pairs, d'arrêter l'arrangement du mariage précoce d'Assan.

Le film fait partie des initiatives du cinéma mobile de l'UNICEF, où des films éducatifs sont projetés directement dans les communautés à travers le Mali, soutenant un processus de partage d'informations sur les effets négatifs de l'excision et du mariage précoce. Parfois, c'est la première fois que les parents et les dirigeants communautaires entendent parler des conséquences négatives de l'excision ou du mariage précoce. Comme beaucoup de spectateurs au Mali, la mère d'Assan a apprécié la façon dont le film lui a montré les conséquences de l'excision et les risques pour la santé qu'une fille court lorsqu'elle est mariée et tombe enceinte à un jeune âge. Les situations présentées dans le film lui ont rappelé des problèmes de santé des autres membres de la famille et elle a commencé à partager aux autres ce qu'elle avait appris.

Mais cela n'a pas été facile pour la mère d'Assan. Beaucoup de gens ont essayé de les convaincre, son mari et elle, de continuer à exciser leurs enfants et de marier leurs filles tôt. Les gens ont dit à son mari de ne pas écouter sa femme. Mais puisque le film montre des situations vraies et présente des preuves concrètes, Assan trouve que c'est important que plus de personnes voient le film et que d'autres l'apprécient.

« Il y a une grande différence entre ceux qui ont vu le film et ceux qui ne l'ont pas vu. Ceux qui ont vu le film ont beaucoup appris. Ceux qui ne l'ont pas vu, si vous expliquez ce que vous avez appris, ils ne vous croiront jamais, car ils ne l'ont pas vu eux-mêmes. »

Le travail que l'UNICEF mène depuis des décennies avec le Gouvernement et la société civile pour faire en sorte que les filles du Mali bénéficient de leur droit à la santé, à l'éducation, au bien-être et à la capacité de développer leur plein potentiel est désormais renforcé à travers l'Initiative Spotlight, une initiative multinationale de l'Union européenne et des Nations Unies qui vise à éliminer la violence contre les femmes et les filles. Spotlight cherche à modifier non seulement les lois et les institutions, mais aussi les normes et les croyances sociales conduisant à des pratiques néfastes, en travaillant avec la communauté et les mouvements de femmes et en améliorant des services et des données. L'initiative permettra d'améliorer l'accès à des informations vitales sur les conséquences du mariage précoce et des excisions à travers les films, les animateurs et l'engagement des adolescents. Au Mali, l'Initiative Spotlight est mise en œuvre par l'UNICEF, l'UNFPA, ONU Femmes, le HCR et le PNUD.

Assan elle-même trouve trop difficile de se souvenir de la douleur et de l'humiliation de ses premiers problèmes de santé. Elle veut bien se marier, mais seulement une fois qu'elle aura terminé ses études et créé sa propre entreprise. Elle est convaincue que les perceptions et les attitudes changent et que de plus en plus de filles seront protégées contre les MGF et les mariages précoces à l'avenir. « Je ne peux pas parler au nom de la génération précédente », explique-t-elle, « mais ma génération pense que l'excision et le mariage précoce sont mauvais ».

Dans la famille d'Assan, la ligne a déjà été tracée. Elle est la dernière de ses sœurs à avoir été excisée et la dernière fille à avoir reçu une proposition de mariage précoce. Même si elle ne peut pas parler pour la génération précédente, elle joue un nouveau rôle à la tête de la jeune génération.

**Certains noms ont été changés.*





LES RELIGIEUX UNANIMES À CONDAMNER LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES AU MALI

Comme nous, ils les condamnent. Comme nous, ils les dénoncent.

Quelles que soient les références religieuses, il nous sera dit que les principales religions monothéistes ont toujours accordé le plus grand intérêt à glorifier, magnifier, aider et respecter les femmes et les plus faibles ; faisant de leur protection, en tant que couche vulnérable, une obligation pour l'homme. Cela tient peut-être de la justice pour le croyant car une conviction impose que croire en Dieu, c'est aussi croire qu'il est juste.

Au Mali plus de 90% de la population appartient à la religion musulmane contre 3% de chrétiens. Praticants ou peu, ces personnes partagent une religion et la culture autour, guidées par des personnalités autorisées, souvent par les plus grandes instances religieuses du pays. Nous en avons approché certains face au risque d'accroissement des violences faites aux femmes et aux filles en cette période de pandémie internationale qu'est le Covid-19.

Ainsi, selon le Cherif Madani Ousmane Haidara, leader de la religion musulmane et Président du Haut Conseil Islamique du Mali, «**de nombreux d'hadiths du Prophète paix et salut sur lui (PSL) portent sur le respect de la femme. Le Prophète PSL lui-même aura déclaré lors de grands discours que Personne ne peut plus respecter sa femme que celui qui est grand**».

L'imam ira même plus loin en affirmant que « *C'est Dieu lui-même qui prend soin de quiconque protège les femmes.* »

Selon l'Abbé Ferdinand Coulibaly Représentant de la Conférence Episcopale du Mali, les enseignements de la bible disent que « *la femme n'est pas une esclave, pas une marchandise ; prenons soin des femmes, traitons-les comme nous nous aimons nous-mêmes. Ne leur faisons pas, ce que nous n'aimons pas qu'il nous soit fait* ».

L'Abbé rappellera un adage bambara qui dit « *une âme peut être plus âgée qu'une autre, une force peut être plus grande qu'une autre mais aucune âme n'est supérieure et ne vaut mieux qu'une autre. Une âme sort d'une autre, et c'est parce que la femme est l'âme qui donne vie que l'on l'appelle mère. Une femme doit être respectée par peur et par la connaissance de Dieu.* »

Nous vous rappellerons que le Bambara est la langue la plus parlée au Mali, cela par plus de 50 % de la population. Plus qu'une langue aussi, c'est une culture ou une bonne partie que toute cette population partage. Alors puissions-nous terminer cet article par cette note d'égalité entre les âmes, de consécration de la femme et de justice qui symbolise tout notre combat ! L'on serait bien tentés de dire qu'après tout, les femmes ne doivent souffrir dans le pays de « *la charte de Kourukan foug* » (La Constitution de l'Empire du Mali – première constitution de l'Afrique noire).

Enfin, puissions-nous espérer qu'un jour que l'humanité ne soit plus confrontée, comme souvent par le passé et comme aujourd'hui, à la nécessité de condamner, de dénoncer et voire de mener la lutte contre les Violences faites aux femmes et aux filles, parce que ce combat serait déjà gagné.



Mise en place par l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies

Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Abbe Fernand Coulibaly

Représentant de la Conférence Episcopale du Mali

Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Logo of Initiative Spotlight: A circular logo composed of many small dots in various colors.

Logos of partner organizations: European Union flag, United Nations flag, and the Sustainable Development Goals logo (specifically Goal 5: Gender Equality).



INITIATIVE SPOTLIGHT : LES “ONE STOP CENTER” ÉQUIPÉS POUR ENCOURAGER PLUS DE SURVIVANTES À BRISER LE SILENCE

Le programme de l'Initiative Spotlight au Mali appuie les “ONE STOP CENTER” existant et œuvre à en créer dans les localités où il n'y a pas. Au Mali, le taux des violences faites aux femmes et aux filles est de plus en plus en hausse selon les statistiques. Violences physique, psychologique et sexuelle, viol, mariage précoce, mutilation génitale féminine, la liste est longue. Du fait du poids social, des us et coutumes, les victimes sont très souvent stigmatisées et ont du coup, honte d'en parler.

Fort de ce constat, les Nations Unies et ses partenaires ont appuyé le Gouvernement à mettre en place des centres spécialisés dans la prise en charge médicale, sociale, psychologique et juridique des survivantes, appelés “ONE STOP CENTER”.

Lancé officiellement le 5 décembre 2019, le programme de l'Initiative Spotlight au Mali, financé par l'Union Européenne, qui vise à éliminer toutes les violences à l'égard des femmes et des filles, appuie les “ONE STOP CENTER” existant et œuvre à en créer dans les localités

où il n'y a pas. Cet appui à la fois technique et matériel, vise à permettre une meilleure assistance, une prise en charge holistique et un bon suivi des victimes ou survivantes.

C'est dans ce cadre que le 19 février dernier, UNFPA, l'une des cinq Agences des Nations Unies (PNUD, ONUFEMMES, UNHCR, UNICEF) qui met en œuvre le programme de l'Initiative Spotlight [au Mali](#), a doté les “ONE STOP CENTER” de Tombouctou, Gao, Ségou, Koulikoro, Kayes, Sikasso et du District de Bamako de meubles, fournitures bureautiques, matériels et consommables informatiques.

Ces équipements permettront, d'une part, d'améliorer le cadre de travail du personnel, de faciliter la réception, le séjour et la prise en charge des survivantes dans un endroit discret, confortable et propice où elles se sentiront à l'aise pour raconter leurs histoires. D'autre part, la bonne apparence et la bonne réputation du cadre discret des "ONE STOP CENTER" pourraient encourager plus de victimes à s'y rendre et multiplier le taux du nombre de femmes et filles à briser le silence.

Les équipements ont été remis officiellement et conjointement par Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, et M. Mabingué Ngom, Directeur régional de UNFPA pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre, à Dr Diakité Aïssata Traoré, Ministre de la Promotion de la

Femme, de l'Enfant et de la Famille, qui a promis que bon usage en sera fait. « Je salue, au nom du gouvernement du Mali, l'assistance des Nations Unies et de l'Union Européenne à travers le programme de l'Initiative Spotlight et d'autres partenaires pour la mise en place et l'accompagnement des "ONE STOP CENTER" qui sont des espaces où les femmes peuvent être prises en charge de façon holistique, a dit Mme le ministre. Nous vous assurons que bon usage sera fait de ces équipements. »

Rappelons que dans le cadre du programme de l'Initiative Spotlight au Mali, 12 nouveaux "ONE STOP CENTER" seront mis en place dans plusieurs localités du Mali surtout les zones où le taux de violences faites aux femmes et aux filles est le plus élevé.



Suivez-nous sur:



ONU au Mali



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Contacts:

Marianne Mara Foulah

Chargée de la Coordination du Programme de l'Initiative Spotlight

Cell: +223 82 28 37 12

Email: marianne.mara.foulah@one.un.org

Maison Commune des Nations Unies, Badalabougou Est, Bamako, Mali

Equipe d'édition

Directeur de publication: Mbaranga Gasarabwe (@MbarangaUN)

Directeur de Rédaction: Francis Negué Rédacteur en chef et concepteur : Mamadou Bakary Traoré

Contributions: Equipe de projets Spotlight UNICEF, UNCHR, UNFPA, PNUD, ONUFEMMES